



<http://www.cgt.fr>
info@cgt.fr

OUI à la fusion d'Edf et de Gdf

NON à la privatisation de Gdf

NON au démantèlement du groupe Suez

OUI à la maîtrise publique de l'énergie

Le gouvernement semble décidé à convoquer une session parlementaire extraordinaire pour préparer la privatisation de Gaz de France et permettre la fusion annoncée avec le groupe privé Suez, spécialisé dans l'environnement, l'eau et l'énergie.

Ce projet de loi, s'il aboutissait, nuirait gravement à l'avenir énergétique de notre pays, comme à l'ensemble des services publics.

Alors que les prix des produits pétroliers s'envolent, la distribution du gaz se verrait confiée à une multinationale privée, à l'image des compagnies qui distribuent les carburants.

Sarkozy va-t-il renier ses engagements ?

Il y a deux ans tout juste, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Économie et des Finances, s'était solennellement engagé en déclarant : *« Compte tenu de leur caractère déterminant pour les intérêts de la France, en terme de sécurité d'approvisionnement et de sûreté des activités nucléaires, l'État conservera en effet une part majoritaire du capital de ces entreprises (Edf et Gdf) et continuera de définir conjointement avec leurs présidents leurs orientations stratégiques ».*

Doit-on laisser imposer un système qui ne répond pas aux attentes des usagers ?

Où en est la baisse des prix avancée par le gouvernement ?

Personne n'est satisfait des premières conséquences de l'ouverture à la concurrence.

C'est toujours plus pour les usagers domestiques :

► depuis 2000, en gaz, les tarifs ont augmenté de 70 % !

► les interventions, gratuites hier et payantes aujourd'hui, pèsent de plus en plus lourd sur les ménages modestes.

Les usagers professionnels en reviennent : la concurrence entre les fournisseurs d'électricité leur est effective, et ceux qui ont choisi de quitter le service public ont subi une hausse de 48 % en deux ans !

Même le Medef reconnaît une hausse 70 % en trois ans pour les grosses entreprises !

A tel point que quelques grands groupes industriels, gros consommateurs d'énergie, sont intervenus auprès du gouvernement et ont obtenu la mise en place de groupements d'achats leur garantissant, par la sortie du marché, la stabilité des prix !

La privatisation n'est pas synonyme de maintien des valeurs de solidarité et d'égalité de traitement !

Les relations entre les collectivités territoriales et les opérateurs gaziers seraient profondément modifiées !

Déjà, l'interruption de fourniture pour les plus démunis, la fermeture des agences de proximité, illustrent bien ce vers quoi l'on tend.

Demain qu'en sera-t-il de la qualité des interventions, de l'égalité des tarifs sur l'ensemble du territoire, aujourd'hui assurés par les monopoles des concessions des réseaux de distribution confiés à Edf et Gaz de France, entreprises publiques ?

Ne risquent-elles pas de devenir comme celles qui régissent les rapports avec les distributeurs d'eau potable, avec des prix qui pourraient doubler d'une ville à une autre ?

D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si la plus grande filiale de Suez est ... la Lyonnaise des Eaux !

**Avec cette fusion,
la sécurité d'approvisionnement du pays
va s'améliorer : FAUX !**

Les réserves de gaz en France sont totalement épuisées! Nous sommes donc à la merci des pays producteurs. En effet, il ne suffit pas de diversifier les sources d'approvisionnement pour améliorer la sécurité de notre pays et celle de l'Europe.

Il faut avant tout respecter les contrats scellés avec les pays producteurs.

Or, la recherche de rentabilité financière amène Gdf à utiliser du gaz acheté à la Russie et à l'Algérie pour le revendre trois fois plus cher sur le marché américain.

Cela nuit à la continuité de fourniture en France et détériore les relations avec les producteurs.

**D'autres choix peuvent et doivent être faits
pour l'avenir de Gdf, du groupe Suez,
des services publics**

Les premiers atouts économiques du territoire français résident dans la qualité de ses services publics et sa tarification.

Au contraire, la privatisation des services publics handicaperait l'économie nationale et l'emploi. Il est urgent de stopper les stratégies industrielles basées uniquement sur les exigences financières, démesurées des actionnaires.

Car à chaque fois, c'est l'emploi qui en fait les frais et notamment dans les petites et moyennes entreprises des réseaux de sous-traitance.

La Cgt appelle tous les salariés, les usagers à intervenir auprès de leurs élus, leurs employeurs, en exprimant leurs exigences des missions de services publics :

- * **droit d'accès garanti pour tous ;**
- * **prix égaux sur tout le territoire ;**
- * **haut niveau de qualité de desserte et de sécurité.**

Ce qui impose la pleine maîtrise publique du secteur de l'énergie et une autre stratégie industrielle génératrice d'emplois.



Pétition

Monsieur le Président de la République,

Je dis NON à la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz.

Je soutiens les propositions alternatives de la Cgt.

Je demande au gouvernement de revenir à une entreprise 100 % publique Edf / Gdf.

Je dis NON à la privatisation d'Electricité de France et Gaz de France.

Nom : Prénom :

Localité : Signature :

A remettre à un délégué Cgt ou à renvoyer à la Fnme Cgt, case 535, 263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex.